

Comment Vivescia intègre les données agricoles pour décarboner les fermes

La coopérative Vivescia déploie un ambitieux programme de changement de pratiques auprès de ses agriculteurs. Son financement est assuré...-Agro



La coopérative Vivescia déploie un ambitieux programme de changement de pratiques auprès de ses agriculteurs. Son financement est assuré par les précieuses données de ces derniers. Récupérer des données environnementales dans l'agroalimentaire est bien plus complexe que sur un produit manufacturé. En amont, il faut agréger les données de milliers d'agriculteurs pour l'ensemble de leurs parcelles et un grand nombre de pratiques. Le défi a été relevé par Vivescia. Cette coopérative du Grand Est réalise 4,1 milliards d'euros de chiffre d'affaires «via ses marques en propre comme Francine, et la fourniture de matières premières ou transformées à des acteurs comme Tereos ou Heineken, notamment via ses activités de malterie».

Son engagement ? D'ici à 2026, elle espère avoir rallié 1000 de ses 95 000 agriculteurs à son programme Transitions . Lancé fin 2023, ce dernier ausculte un ensemble de pratiques dont le déploiement vise à réduire l'impact environnemental des exploitations, par exemple via un meilleur usage des engrais ou une bonne conduite des couverts végétaux. Dans le paysage agroalimentaire français, ce plan est inédit. D'abord, par le montant des primes payées aux exploitants, entre 100 et 150 euros l'hectare pour ceux qui sont acceptés dans le programme. Ensuite, par la taille, car c'est toute la surface des exploitations qui est engagée, et pas seulement certaines parcelles comme dans la plupart des programmes en cours, où chaque industriel limite son soutien aux parcelles qui le livrent.

Précieuses données agricoles

Si Vivescia a posé ce jalon, c'est que la coopérative a réussi à associer financièrement d'autres acteurs comme Tereos ou encore Roquette. L'ensemble de ses clients paient 90% du programme. La contrepartie ? La fourniture de précieuses données agricoles. «Vivescia n'est plus seulement une entreprise de commodités, mais un groupe qui vend des grains et des services de données environnementales », martèle Valérie Frapier, sa directrice RSE. Ce qui convient bien à ses clients. «Nous souhaitons nous décarboner. Le couple commodités-données appuie nos dires, abonde David Sergent, le secrétaire général de Tereos. Si nous annonçons une réduction de 10% de nos émissions, nous avons les données derrière. Dès la première année, nous avons récupéré près de 200000 données sur les 200 premiers agriculteurs engagés. Cela nous aide à développer des offres sucre décarboné, sucre agriculture régénératrice... » Car Tereos et les autres comptent sur Vivescia pour tenir leurs objectifs, alors que l'entreprise s'est engagée à réduire de 30 % ses émissions d'origine agricole d'ici à 2030.

Transitions a d'abord été pensé pour l'aval. «Nous sommes partis des indicateurs qu'il serait pertinent de partager avec nos clients, rembobine Thomas Cornelis, le responsable du programme chez Vivescia. Puis nous avons regardé à quoi cela correspondait au niveau de la parcelle.» Quatre indicateurs ont été élaborés. «Ils correspondent à trois enjeux : les sols, le climat, la biodiversité, l'eau n'étant pas trop une problématique dans le Grand Est où il y a peu d'irrigations, détaille Coline Decourcelle, la responsable partenariats chez Earthworm, une ONG qui accompagne le déploiement de l'agriculture dite régénérative. À partir de ce cadre, nous avons recherché les indicateurs. Par exemple, nous en avons un de couverture des sols.» Ce dernier est élaboré avec la société Kermap, qui analyse les couverts via de l'imagerie satellite.

Des indicateurs utiles pour les fermes

Autre indicateur agronomique clé, le «carbone humifié restitué» qui mesure la quantité de matière organique qui revient au sol (et donc le nourrit) en analysant les résidus laissés sur la parcelle. Un indicateur climat, lié au bilan carbone des exploitations, ainsi qu'un indicateur biodiversité, lié à l'obtention d'un label, sont aussi fournis aux clients. La plupart des données, à l'exception des images satellites par exemple, proviennent des déclarations de l'agriculteur, et s'appuient en partie sur des attestations requises par la politique agricole commune. La société Wiuz se retrouve ainsi au cœur du dispositif. Son application joue le rôle d'interface : les agriculteurs saisissent les données de la manière la plus fiable possible, selon les demandes de la chaîne de valeur : date de semis, densité, variété... Tout y passe. À partir de ces données, Wiuz assure la connexion vers divers calculateurs, comme Cool Farm Tool qui génère des bilans carbone.

L'application héberge aussi des services comme Kermap. Elle assure globalement un rôle d'API, mettant les données agriculteurs et leur traitement en phase avec les besoins logiciels du client final. «L'analyse du produit ne permet pas de distinguer un blé bas carbone d'un blé plus carboné : seule la donnée le peut, pose Marc Hoppenot, le fondateur de Wiuz. Il faut mettre de la fiabilité dans le système, condition sine qua non pour que l'aval accepte de payer, tout en s'assurant que l'agriculteur puisse supporter le niveau de collecte. Chaque calculateur exige environ 200 données saisies par l'agriculteur : une parcelle correspond à une quinzaine d'interventions par an, où l'exploitant saisit six ou sept données en moyenne. » Une intervention ne signifie pas que le tracteur rentre nécessairement dans le champ : par exemple, le plan d'épandage d'engrais correspond à une saisie. Une charge trop lourde pour l'exploitant ? «Le programme reconnaît des pratiques comme la bascule d'engrais liquides à solides qui génèrent moins d'émissions, expédie Marie Gailliot, agricultrice membre du programme. Il est normal que la contrepartie soit l'échange de données. Cela me permet d'avoir des indicateurs sur lesquels je travaille avec mon technicien.»

Optimiser les pratiques

Reste qu'entre l'agricultrice et le client final, la donnée fait l'objet de soins attentifs. «Nous devons stocker les informations sur une durée longue pour refaire les calculs quelques années plus tard : dans le cas par exemple où un calculateur changerait, comme ceux du bilan carbone», indique Marc Hoppenot. Les données compilées sont retravaillées par la coopérative. Par exemple, Wiuz ne transmet des bilans carbone qu'à l'échelle de la parcelle. Vivescia les amalgame pour obtenir des bilans au niveau de l'exploitation puis les convertit en facteur d'émission par tonne de matières, en modulant selon le rendement de chaque culture. Autre point d'attention, la conformité des données avec les standards internationaux de comptabilité carbone.

«Si le facteur d'émission n'est pas conforme aux attentes du GHG protocol, cela revient à jeter de l'argent par les fenêtres, souligne Adrien Trompier, consultant spécialisé agro chez Quantis. À l'inverse, si le programme est aligné sur le standard, les réductions d'émissions peuvent être transmises à la chaîne de valeur. Il faut pour cela respecter des contraintes de traçabilité : l'enjeu est de suivre les volumes physiques. Si j'achète 30% de matière première durable, je ne peux pas avoir plus de 30% de production durable en sortie d'usine.» Ce travail, étape indispensable de la jeune vie du programme Transitions, est en cours de finalisation. Il achèvera de valoriser la donnée agricole. Reste à faire des émules. «Lorsqu'on achète un appartement, il est vendu avec une panoplie de diagnostics, illustre Marc Hoppenot. Nous suivons le même mouvement en agriculture même si c'est encore le début de l'histoire : pour la première fois, la data fait partie du modèle économique à grande échelle.»

Vous lisez un article du numéro 3639 - Février 2025